Les organisations FSU, FNEC FP-FO, FERC CGT, SUD Education, SGL, Solidaires étudiant-e-s, UNEF, UNL, UNL-SD, ASES et SLU se sont rencontrées au soir de la grève et des manifestions du 1er février à laquelle elles ont appelé.

Elles se félicitent de la réussite de la mobilisation (20 000 manifestant.e.s : lycéen.ne.s, professeur.e.s du second degré et du supérieur, étudiant.e.s dans toute la France, parents d'élèves) préparée par des assemblées générales nombreuses dans les universités et les lycées.

Après cette première étape il s'agit maintenant de poursuivre et d'amplifier la mobilisation.

Nos organisations déplorent le recours à la violence par certains membres des forces de l'ordre devant certains lycées et à Jussieu notamment, alors que toutes les manifestations se sont déroulées dans le calme. Le droit des lycéen.ne.s et des étudiant.e.s de se réunir, de s'organiser et d'exprimer leurs opinions est garanti par la loi. Il doit être respecté et protégé.

Les personnels, les étudiant.e.s, les lycéen.ne.s n'acceptent pas la mise en place de la sélection à l'entrée de l'université, la destruction du baccalauréat comme premier grade universitaire et diplôme national de fin d'études secondaires et les suppressions de postes qui accompagnent ces réformes.

S'appuyant sur la mobilisation qui monte dans les lycées et les universités, les organisations FSU, FNEC FP-FO, FERC CGT, SUD Education, SGL, Solidaires étudiant-e-s, UNEF, UNL, UNL-SD, ASES et SLU réaffirment leurs revendications :

La nécessité de travailler tout au long du parcours au lycée à une orientation choisie, construite, accompagnée et évolutive avec les moyens humains et financiers nécessaires ;

Le maintien du baccalauréat comme diplôme national et 1er grade universitaire, garantissant l'accès de toutes et tous les bachelier.e.s sur tout le territoire aux filières post-bac et aux établissements de leur choix ;

L'exigence d'ouverture massive de places supplémentaires en 1er cycle post-bac et le refus de toute sélection à l'entrée de l'université ;

Le refus de l'instauration de blocs de compétences en lieu et place des diplômes et des qualifications ;

L'abandon du projet de loi sur 1er cycle post-bac et du plan « étudiants » qui l'accompagne, condition pour permettre une réforme ambitieuse qui garantisse le libre accès de chacun.e au supérieur.

Les organisations FSU, FNEC FP-FO, FERC CGT, SUD Education, SGL, Solidaires étudiant-e-s, UNEF, UNL, UNL-SD, ASES et SLU appellent les personnels du supérieur, du second degré, les lycéen.ne.s, les étudiant.e.s, à participer à la grève et la mobilisation nationale le mardi 6 février, à organiser des assemblées générales, dans les universités, les collèges et les lycées pour construire les modalités d'actions locales.